

# COMBAT BRETON

Kazetenn Emgann



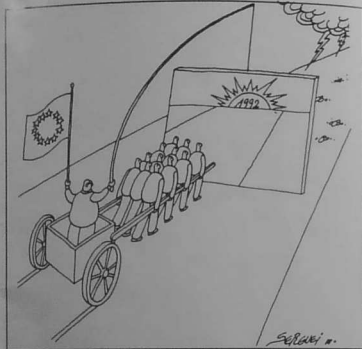
Capitalistes européens.  
OUI à Maastricht ou amassefric ?  
BOYCOTT !!!

"Ar gwir da gomz" gant Noël Lainé

# NON A MAASTRICHT. OUI A L'EUROPE DES PEUPLES.

EMGANN rappelle sa position sur le référendum en vue de la ratification du traité de Maastricht. Estimant nuisible ce traité par son orientation ultra-libérale et par son refus de considérer les peuples d'Europe dans leurs droits fondamentaux, EMGANN choisit de le combattre par le BOYCOTT. Ce boycott actif prendra la forme d'un affichage indiquant notre position et se traduira par une mention spécifique lors du vote. Ainsi, EMGANN appelle ses adhérents et sympathisants à rayer les bulletins de vote et à y inscrire :

**"NON A MAASTRICHT  
OUI A L'EUROPE DES PEUPLES".**  
Pour EMGANN  
A.L.G.



## SOMMAIRE

Non à Maastricht, oui à l'Europe des Peuples .....	2
Maastricht, question subsidiaire, par P.V. Kerloc'h .....	3
Rocard en 1972 .....	4
Vivre en Centre-Finistère (suite) .....	5
Interpellations, élargir la lutte, Gaël .....	6
France 3 et le breton .....	7
"Ar Gwir da Gornz" gant Noël Lainé .....	8-9
20 vloaz Dastum .....	10
La passion, c'est le tic, P.V.K. ....	11
20è anniversaire de K.S.G. ....	12
An Arar hag ar Stered. Rock contre béton .....	13
Europe 93, la grande magouille .....	14
Catalunya, razzia olympique .....	15
Confessions de 2 officiers britanniques .....	16
You'chal, U.P.B., breton à Lorient .....	17
Lizhiri, Pin's S.A.B. ....	18
Kenavo Yann Kalvez .....	19

## MAASTRICHT : Question subsidiaire.

Dans le dernier numéro de "Combat Breton", ALG fait une analyse pertinente, comme à son habitude, du traité de Maastricht, analyse qui tranche un peu, heureusement, sur l'hébétéisme consternant qui semble avoir saisi certaines composantes du mouvement breton.

Va pour le boycott actif que propose ALG ! Les anarchistes ont de leur côté aussi, défini leur attitude face au référendum : "Abstention Active !" Gageons toutefois qu'il sera difficile à ceux qui émettent un avis hérétique en ces temps d'asphyxie consensuelle démocrate-chrétienne, de faire valoir leur point de vue sans accès aux grands médias ! Je voudrais juste quant à moi apporter quelques précisions sur l'origine et l'interprétation du principe de subsidiarité qui sert de référence à l'actuelle construction européenne et qu'ALG relie un peu trop vite au vocabulaire du fédéralisme.

Ce terme, en effet, tiré du latin "subsidiium" qui signifie "réserve, appoint en cas de besoin", est en fait un vieux nouveauné bien connu cependant des spécialistes de la doctrine sociale de l'Eglise selon Thomas d'Aquin". Pie XI lui a donné sa

forme actuelle dans Quadragesimo Anno en 1931, cette encyclique qui approuvait les conceptions sociales d'un certain Mussolini ! Cette idée remonte en fait à Léon XIII et s'est vue confirmée récemment dans Centesimus Annus lors du centenaire de Rerum Novarum en 1991. Mais évidemment, pour que l'origine en paraisse moins voyante (et pour cause !), l'Eglise prend l'habitude de se référer à Aristote qui considère le pouvoir comme devant réaliser une "unité d'ordre" qui assume les diversités. Pie XII a affirmé que les paroles de Pie XI dans l'encyclique précitée "valent pour la vie sociale à tous les degrés et aussi pour la vie de l'Eglise, sans préjudice de son organisation hiérarchique". Voilà peut-être qui achèvera de convaincre ceux qui affectent de croire que l'Eglise aurait changé et ne se préoccuperait plus d'influencer l'ordre social et ceux pour qui le principe de subsidiarité consacrerait un nouveau partage du pouvoir ! Censé préserver la dignité individuelle, ce pieux principe d'ordre édicte qu'une autorité supérieure ne doit s'exercer qu'au point de pallier l'insuffisance d'une autorité plus petite mais on peut en fait le ramener plus prosaïquement à la question suivante : "Pourquoi faire soi-même ce qu'on peut faire faire à



d'autres ou comment faire exécuter ce qu'on a décidé ?"

Il est vrai que cette idée reçoit des interprétations différentes en fonction de l'héritage historique des différents pays européens.

Ainsi dans le système fédéral allemand, le principe de subsidiarité apparaît-il plus comme une référence implicite, un état d'esprit non comme une norme de droit, tout simplement parce que le fédéralisme y est né de la réunion d'entités sociales qui avaient pratiqué l'exercice de gouverner et qui se donnerent un Etat souverain censé leur garantir la sécurité. Dans ce type de fédération, les compétences des différents groupes sont préalables, donc garanties au moment de la création de l'Etat central qui s'en dessaisit.

A l'inverse, quand un Etat à vocation historiquement jacobine remet certains de ses pouvoirs, il opère tout au plus une décentralisation pas une fédération. Ne sommes-nous pas à même d'en mesurer la précarité en France quand dix ans après la loi de décentralisation, l'Etat engage une politique de déconcentration qui est, rappelons-le, le corollaire d'une recentralisation ?

Comme on le voit, quand l'idée de subsidiarité caractérise le fédéralisme, elle se pose en situation et non en théorie formelle. Le fédéralisme ne se dérate pas, il suppose une longue tradition d'autonomie régionale. En Bretagne n'avons-nous pas fait l'expérience opposée quand on sait ce que sont devenus nos droits "historiques" issus du traité d'Union ?

Aussi on peut se demander ce que

recouvre le sacro-saint principe de subsidiarité dans un Etat à longue tradition centralisatrice. N'y sert-il pas de prétexte à un désengagement, à ce que les libéraux nomment une fragilisation de l'Etat-Providence ?

Nous sommes parfaitement dans la logique de la démocratie chrétienne où la subsidiarité s'appliquerait pour tout ce qui peut paraître intemporel (culture, éducation, santé, conditions de travail, retraites, etc.) alors que l'économique, l'industrie seraient de la sphère de compétence de l'autorité supérieure.

Voilà qui éclaire d'une lumière crue les récentes mesures sur le travail de nuit des femmes, directives "européennes" ! Il est aisé de comprendre l'attitude de certains syndicat "déconfessionnalisés" nageant dans l'eau bénite comme le poisson des origines !

On voit aussi à quel égard sont les chambres de bonne de nos culturalistes locaux qui, finalement s'accrochent fort bien du rôle de paillasons ou de larbins que l'on voudrait faire jouer au mouvement breton en lui contestant par différents moyens, toute légitimité à intervenir dans la sphère du politique ! Et plus plus généralement, la région n'est-elle pas définie dans l'Encyclopedia Universalis, Corpus 7, page 69, de la manière suivante, en pleine application, en somme, du principe de subsidiarité préfigurée par la "régionalisation" avortée de 1969 et la "décentralisation" de 1982 : "Associations naturelles de citoyens, les collectivités territoriales sont des corps intermédiaires bienfaisants, qui pourront s'interposer entre l'individu et l'Etat... Elles personnali-

sent l'autorité de l'Etat en fonction des problèmes locaux...» !!! Sans commentaires !!!

C'est en vertu de la même notion de "corps intermédiaires" que les sociaux démocrates cherchent à intégrer le syndicat au mouvement de l'Etat.

Il convient de rajouter à l'édifice en construction, la loi du 6 février 1992 et la "charte de déconcentration" qui y affère. Selon l'article 23 c'est "le préfet de région qui met en œuvre les politiques nationales et communautaires concernant le développement économique et social et l'aménagement du territoire de la région" !!! Il est bien prévu une consultation d'une certaine "conférence administrative régionale" qui (article 19) "peut se réunir, à l'initiative du préfet de région (toujours lui !) et dans une composition qu'il détermine en fonction de l'ordre du jour" !!!

Alors dans ce contexte où l'Etat jacobin a déjà pris toutes ses dispositions pour aborder sans trop de secousses le traité de Maastricht comment peut-on cultiver l'illusion qu'on assistera à son dépérissement ? Car s'il y a moins d'Etat, ce sera assurément moins d'Etat "démocratique" !

Certaines composantes du mouvement breton semblent de façon étonnante s'y laisser bercer "sans passion ni sans illusion" soi-disant ! Comme on voudrait les croire ! Mais ne les a-t-on pas vues il y a deux ans plus préoccupées d'approuver la trop fameuse CSG (Ah ! L'harmonisation sociale européenne qui s'annonce là encore !) que de dénoncer le chantage sordide aux subventions d'équipement complétant les fonds structurels européens (Qui donc en a contrôlé l'application ?) auquel se livra le gouvernement Rocard auprès d'élus des DOM-TOM et de la Corse pour les circonvenir et obtenir d'eux en échange un vote favorable, fût-il contraire à leurs convictions politiques ? Eloquent de consensus ! Surtout quand ces mêmes militants bretons laissent entendre maintenant qu'il faudrait du courage (!) au gouvernement Berégovoy pour augmenter cette bonne vieille CSG ! Eloquent de communauté de pensée !

En bien ! Au risque de choquer ou de déplaire, mais après tout "aujourd'hui, être libre, c'est être informé" n'est-ce pas ? Il est permis de s'interroger sur le credo qu'ils semblent faire leur ! Ainsi donc, tout comme les libéraux croient aux vertus régulatrices de l'économie de marché, nos chers compatriotes sont-ils convaincus que le super pouvoir exercé à Bruxelles (sans pratiquement aucun contrôle démocratique) remettra en cause la "bête immonde" du jacobinisme ? Nalvél ou ingénuité ? Le pouvoir serait-il, pour eux, doué, par essence, d'une vertu

salvatrice intrinsèque, parce que sans doute fondé dans leur for intérieur sur un certain ordre transcendant, un certain principe suprême gouvernant le monde et qui parait les fasciner ? La vaste manœuvre entreprise par la démocratie chrétienne en vue de phagociter la social-démocratie en Europe, dont l'Union de la Gauche en France ne fut qu'une péripétie après les transformations successives de Bad Godesberg en 1959 et Epinay en 1971, aurait-elle pleinement réussi et continuerait à évoluer en eux de fidèles auxiliaires ? Rôle bien pitoyable, petit rôle d'appoint, parfaitement subsidiaire en fin de compte ! Que l'unanimité ne soit plus de mise, nous rassure, voire nous réjouit ; cela nous permettra alors

d'avoir ensemble d'autres ambitions pour le mouvement breton !

**P.S. :** Pourquoi pas une grande fête le 20 septembre ou coulera la Coreff pendant que d'autres boiront le calice jusqu'à la lie ???

Per Vari KERLOC'H

\* Thomas d'Aquin (1225-1274) théologien italien proclamé "saint". Docteur de l'Eglise, il prétend établir dans ses recherches baptisées "thomisme" une harmonie entre la foi et la raison.

\* Bad Godesberg - célèbre congrès de la social-démocratie allemande qui abandonné toute référence à la lutte des classes. Epinay : Congrès du PSF qui vit l'entrée de Mitterrand et, à sa suite, des catholiques dits "de gauche". Dans le même registre on se souviendra de la "déconfessionnalisation" de la CFTC qui accoucha de la CFDT en 1964.

Reproduction du tract du P.S.U. dirigé par Michel ROCARD lors du Référendum de Pompidou sur l'Europe : 23 avril 1972.

**PSU** CONTRE L'EUROPE DES PATRONS  
POUR L'EUROPE DES TRAVAILLEURS

Au moment où la majorité est menacée par les scandales et divisée par les luttes internes, le référendum du 23 avril n'est rien d'autre qu'une opération de diversion.

En réalité, le Pouvoir prépare l'élargissement de son actuelle majorité parlementaire et cherche à faire oublier la riposte populaire contre la répression et le régime.

L'Europe que veut construire Pompidou, c'est :

- L'Europe des profits
- L'Europe des trusts et des patrons

Elle permet aux entreprises multinationales de se constituer et de se partager des marchés de plus en plus vastes.

L'Europe des patrons, c'est :

pour les travailleurs, l'aggravation de leurs conditions de vie, la libre circulation du chômage, l'accélération de la répression anti-syndicale ;

pour les agriculteurs, l'appauvrissement et la mainmise sur l'agriculture des grandes concentrations capitalistes ;

pour les émigrés, la privation de tous les droits politiques et syndicaux.

Devant l'offensive capitaliste, la lutte pour le pouvoir des travailleurs doit s'élargir à l'ensemble de l'Europe.

La constitution de l'Europe socialiste est le prolongement indispensable à la prise du pouvoir par les travailleurs de chaque pays.

Face à l'Europe capitaliste que Pompidou veut construire, les travailleurs doivent manifester dès aujourd'hui leur propre volonté ! Elle s'exprimera par la coordination de leurs luttes et le 23 avril, devant la question piège de Pompidou, par le boycott du référendum (ABSTENTION ou VOTE NUL).

**Le 23 Avril : Boycott**

"VIVRE EN CENTRE FINISTERE" (suite)

Après la publication de l'article "Vivre en Centre Finistère", la revue "Problèmes économiques" reproduisait deux articles qui reprennent totalement les thèses, les raisonnements que nous avons développés. Ces deux articles sont parus dans les revues "Le Débat" et "The Economist". Tous deux dénoncent le poids écrasant des vieux qui freinent le développement économique. Examinons les chiffres.

Les ménages dont le chef est actif reçoivent en moyenne 10 000 F et par personne de la protection sociale, ceux dont le chef est inactif 40 000 F.

La population totale du pays d'accueil "Centre Finistère" est de 43 672 habitants.

Les plus de 60 ans sont 12 921 individus x 40 000 F = 516 840 000 F.

La population active employée 9 182 individus x 10 000 = 91 820 000 F.

40 000 F de dépenses de santé par inactif est un chiffre retenu pour la moyenne française. Or, la population hexagonale présente une pyramide des gens plus jeunes que celle du Centre-Finistère. Les dépenses de santé augmentent avec l'âge. Donc, la somme de 516 840 000 F représente l'hypothèse basse et doit être donc révisée à la hausse.

Les dépenses sociales dans l'Hexagone se répartissent ainsi :

Retraite	700 milliards de francs/an	soit 41,2
Santé	500	30,6
Education	350	20,6
Chômage	100	5,9
R.M.I.	16	0,9 arrondi à 1%

1 686 milliards .....100%

Dans le Finistère, ces proportions sont modifiées à l'avantage des vieux : la retraite et la santé augmentent leurs parts (voir plus haut). Le taux de chômage est le plus important, là où la proportion de vieux est la plus importante.

Cantons	% de +60 ans	% demandes d'emploi	Total inactifs
Huelgoat	37	20	57
Carhaix	26	20	46
Pleyben	29,5	13,9	44,4
Chateaneuf	31,7	12,9	44,6



Le taux de chômage dans les quatre cantons est supérieur au taux de chômage hexagonal. Donc la part des dépenses consacrée à son indemnisation doit être elle aussi revue à la hausse.

Restent donc deux postes qui voient leurs proportions s'amincir : l'éducation et le R.M.I.

Comme la part des jeunes diminue, la proportion des dépenses consacrée à l'éducation diminue elle aussi. Elle atteint son minimum lorsque l'Education Nationale décide la fermeture des écoles en milieu rural suite au manque d'effectifs. Ces fermetures d'écoles entraînent parfois l'émigration des personnes actives. L'avenir est sérieusement hypothéqué, concernant la formation des jeunes... Imaginons une décentralisation au niveau départemental ou régional, de l'Education Nationale. Un transfert de ressources serait nécessaire. Mais l'Etat demanderait aussi aux collectivités territoriales d'augmenter leurs contributions. Dans un canton comme Huelgoat, le 3ème âge refuserait de déboursier ; il bloquerait le processus et se ferait l'avocat de la... centralisation, confondant socialisation des dépenses et centralisation.

Reste maintenant à examiner le R.M.I. Dans l'Hexagone, le R.M.I. représente environ 1% des dépenses sociales.

Au printemps dernier on dénombrait

	Nbre de bénéficiaires	%
Huelgoat	34	0,59
Pleyben	49	0,57
Carhaix	108	0,66

On remarque que dans ces cantons, la proportion de R.M.Istes est inférieure à la proportion hexagonale. Ceci est étonnant, vu le taux de chômage. Ce faible taux s'explique par l'émigration. Pour les cantons, le solde migratoire (1982-1990) s'établissait ainsi :

### INTERPELLATIONS DE REZE

Reactions d'Emgann

Réuni à Nantes le 12 juillet 1992, le comité Emgann du pays Nantais tient à réaffirmer sa solidarité avec les Brezhonez interpellés à Reze dans le cadre de l'enquête sur E.T.A. et exige leur libération et la levée de toutes les inculpations qui ont frappé plus de cinquante personnes en Bretagne depuis le mois de mai 1992.

Nous rappelons leur soutien à la lutte du peuple basque, quelle que soit sa forme et demandons la levée des inculpations dont ont été victimes cinq vendéens.

Emgann Bro Naoned

## Elargir la lutte !

"...Emgann demande également la levée des inculpations dont ont été victimes cinq vendéens..."

Voilà une phrase tirée d'un communiqué du Comité Emgann Nantais qui a dû en surprendre plus d'un.

- Emgann solidaire des vendéens ?  
- Les indépendantistes n'ont-ils déjà pas assez de travail anti répressif à fournir sur leur territoire ?

Ce genre de remarques, dans la plus grande tradition ethnocentriste, ne fait qu'accroître l'isolement de la revendication nationale en Bretagne (et ailleurs).

En effet quoi de plus naturel au-delà de la solidarité Peuple Breton-Peuple Basque ; de s'affirmer solidaire de toutes les victimes de la remise en cause du droit d'asile ?

- La Bretagne, à l'heure actuelle (et pour longtemps encore) fait partie de l'hexagone et nous devons, nous qui revendiquons le droit de construire un pays "différent", tolérant, sans armée, avancé socialement... être partie prenante de la lutte pour la défense du droit d'asile qui a lieu dans toute l'Europe.

- Il ne faut pas oublier que si les basques sont sous les feux de l'actualité d'autres groupes humains subissent aussi cette criminalisation du droit d'asile. Combien de dossiers émanant de Kurdes demandant le statut de réfugiés politiques

rejetés par l'Ofpra ? Combien d'exilés à cause de la mesure de la double peine ? Combien de guinéens ou sri-lankais en transit dans les camps de rétentions du P.S. ?

Cette lutte, ce combat quotidien, qui n'a rien d'exaltant, est menée de façon exemplaire par les associations de soutien aux travailleurs immigrés (Gasprom à Nantes), par les collectifs contre la double peine et les affrontent tous les jours de façon concrète le pouvoir social démocratique français qui cherche à les isoler.

Nous devons les soutenir par tous les moyens, dépasser le soutien occasionnel et intégrer ces collectifs ou en créer là où leurs absences se font sentir.

A chaque menace d'expulsion nous devons nous mobiliser, réagir de façon virulente au-delà du simple communiqué et nous montrer solidaires des victimes de la répression (même au-delà du Couesnon).

Montrer, en tant que nationaliste sa solidarité avec les patriotes basques c'est bien !

Etre solidaire en tant que révolutionnaire de tous les réfugiés (politique ou économique) c'est mieux !

Libre circulation des hommes et des idées.

Gaël

## TAOL BALAENN E MANER MELLAG

Klevet e vez abaoe un nebeut mizioù e vijet bet un disemglev etre ar paotr lakaet e penn "politikerezh sevnadurel" ar Maner ha maer ar gumun, minist brudet Bro-G'hall, "ar Peñsec" e anv. Ar paotr-kazh paotr paeet gant Kuzul jeneral Penn ar Bed, en dije nachet ar mennozhioù nevez kinniget gant an Aotrou ministr : dre nachañ pleget eo bet skarzhet. Disoc'h ar gudenn. An Itron Peñsec, lec'h-unan, a zo bet lakaet e penn ar Maner.

Piv eo ar mestr neuze ma teu hiniennoù, forzh brudet ha galloudus ma vefent, ma ne c'hall ket un den anvet gant ar chuzul jeneral lakaet e politikerezh war ar stern ? Hag ar brezhoneg en devoa ur plas dereat a-walc'h gant ar mestr kozh, hag-en e chomo en e blas memestra ?

Iwan

## FORUM DE TREVAREZ

### "Nos 4 départements bretons"

Le 25 juillet dernier, l'Association des cadres bretons organisait un forum sur le développement économique de la Bretagne. Sur la lettre d'invitation étaient inscrites plusieurs personnalités intéressantes : Bolloré, Rouillier, Guyomarç'h. Bref, un plateau assez intéressant. Malheureusement, beaucoup furent absents. Mais ce qui me chagrine le plus, c'était d'entendre M. Tonnerre rabâcher l'expression "Nos quatre départements bretons". Vouloir le développement économique de la Bretagne et ignorer la Loire-Atlantique est assurément une des plus grandes fautes, une des plus grandes erreurs que l'on puisse commettre. Dire de telles inepties ne rehausse pas la valeur de ces cadres bretons. Dans la discussion avec le représentant du Land de Saxe, certains parlaient d'implanter des crêperies dans ce land. S'imaginent-ils changer les habitudes alimentaires des Allemands pour que ces ouvertures aient un impact significatif sur l'emploi en Bretagne ? Décidément, l'animateur du débat n'était pas à la hauteur. De plus son vocabulaire trahissait une vision régionaliste botterienne (voir plus haut). Ce fut en somme un débat qui ne valait pas le déplacement. Au bout d'une heure, je parlais et trouvais plusieurs personnes qui préféreraient se promener dans le parc du château plutôt que d'écouter des mièvreries.

H. P.

## FRANCE 3 REMPLACE F.R.3

### 15 minutes de breton en moins !



France Régions 3 est morte. Vive France 3 ! Ce changement signifie peut-être quelque chose aux yeux du parti-sano-rennais Hervé Bourges mais ne vaut rien qui vaille à ceux des téléspectateurs bretons.

Côté langue bretonne rien de bien nouveau en effet. Après l'interruption des émissions de juillet et d'août (combien ont réagi contre ce scandale ?) le mini-journal quotidien se déplace de 12 h 05 à 12 h 35. Certes l'horaire est plus favorable et les reportages sont de qualité mais comment peut-on se satisfaire d'un journal d'info de cinq à six minutes par jour ? Pourquoi attendre 24 h pour découvrir un nouveau journal alors que les journaux en langue française



sont diffusés matin, midi et soir ?

Quand au magazine "Chadenn ar Vro" il connaît un énième déplacement sur la grille (c'est pas bon pour la fidélisation des téléspectateurs, ça, coco !) en passant du samedi 13 h au dimanche de 12 h 05 à 12 h 45. Faites vos comptes : un quart d'heure de breton en moins par semaine. De plus, seuls les téléspectateurs de Basse-Bretagne pourront suivre les "journaux" quotidiens (diffusés à partir du Roch Treduon).

Comment alors partager le contentement affiché de

## Il est temps que nous soyons aussi Français par la langue".

### ASSEMBLÉE NATIONALE (Extraits du J.O. du 13.05.92)

M. Jean Briand, MM. Dollo, Zeller et Lamassoure ayant dit avant moi ce qu'il fallait, je me contenterai d'interroger M. le ministre des Affaires étrangères et même le ministre délégué aux affaires européennes.

Est-il exact que la France voudrait s'opposer à l'adoption, en tant que convention, de la charte européenne des langues régionales ou minoritaires, adoptée par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, et que notre pays n'aurait d'ailleurs pas signé ? De la même manière, qu'il existe une convention européenne des droits de l'homme, il pourrait y avoir une convention européenne des langues régionales ou minoritaires. J'aimerais connaître la position du Gouvernement à ce sujet. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union du centre. - M. Alain Lamassane applaudit également.)

M. Gérard Gouzes, président de la commission, rapporteur. Dans quelle langue cette convention serait-elle rédigée ?

M. Le président. La parole est à M. Pandraud.

M. Robert Pandraud. Le sera bref, monsieur le président. Bien entendu, je voterai les amendements qui nous sont soumis.

Je ne suis pas de ceux qui considèrent que les dialectes ont été une source d'enrichissement pour notre pays. (Exclamations sur divers bancs.)

M. Michel Pezet. Des langues, non des dialectes !

M. Robert Pandraud. Dans dans le village où j'ai été élevé, j'étais à neuf, dix ans à peu près le seul francophone.

M. Michel Pezet. Un Provençal a eu le prix Nobel de littérature !

M. Robert Pandraud. J'ai vu les monuments aux morts de la guerre (1914-1918), de ma région, et je me suis aperçu que le fait que les commandements étaient imprimés en français, dans une langue que ne connaissaient pas les soldats d'enfance, avait multiplié par trois ou quatre les pertes par rapport à d'autres régions de France.

Je rends hommage à l'école laïque et républicaine...

M. Bernard Schreiner (Yvelines) et M. Yves Durand. Très bien !

M. Robert Pandraud. ... qui a souvent imposé le français avec beaucoup d'autorité - il fallait le faire - contre toutes les forces d'obscurantisme social, voire religieux, qui se manifestaient à l'époque. Je suis également heureux que la télévision ait été un facteur d'unification linguistique. Il est temps que nous soyons aussi français par la langue.

S'il faut apprendre une autre langue à nos enfants, ne leur faisons pas perdre leur temps avec des dialectes qu'ils ne parleront jamais que dans leur village ; enseignons-leur le plus tôt possible une langue internationale ! Ce sera du temps de gagné, pour eux, pour la France et pour l'avenir. (Applaudissements sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la République. - Exclamations sur divers bancs.)

Fanch Broudic, le bonheur servile de Louis-Marie Davy et l'autosatisfaction hypocrite de Jean-Pol Guégan ? Sont-ils jamais allés en Catalogne, au Pays de Galles ou en Franche-Comté ? Qu'importe après tout puisqu'ils n'y peuvent pas grand chose car c'est Paris qui décide. C'est tellement plus confortable ainsi.

# AR GWIR DA GOMZ\*\*

## Pennad-kaoz gant Noël Lainé

B'emañ Noel Lainé (eus Sant Brieg) o paouez sevel ul levr e galleg diwar benn gwir ar Vretoned da gomz o yezh : "Le Droit à la Parole", embannet gant "Terre de Brume Editions".

Evit Noel Lainé n'eus diskoulm sevenadurel ebet da gudenn ar brezhoneg o vezañ m'eo divizet e stad gant ar galloud politikel gall. Dre ur stourm politikel e vo gounezet ur statud a yezh ofisiel evit ar brezhoneg.



**Noël Lainé** : Me 'm eus graet al labour se n'eo ket hepken evit gouzout e peseurt stad emañ ar brezhoneg e Breizh, met evit diskouez d'ar vretonek ne gomzont ket o yezh o deus ar yezhoù "bihan" all eus Europa, komzet evel ar brezhoneg gant war dro an hevelep niver a dud, ur plas gwelloc'h en deskadurezh, er vuhez foran, er skingomz, ar skinwel, er c'helaouennou.

**Combat Breton** : *Le "Droit à la parole", ar gwir da vezañ dishenvel, heklav komzoù Mitterand e B1 ?*

N.L. : Ya, evel just ur bern tud o doa sonjet e oa tu da c'hounit ar gwir da vezañ dishenvel peogwir ar c'handidat Mitterand o doa lavaret kement se met 10 vloaz warlerc'h e weler eo gwashoc'h stad ar yezhoù e Bro C'hall. N'eus nemet gwelout ar raktres Jospin pe ar raktres o kinnig ober eus ar galleg yezh kentañ ar republik, ar pezh o deus gounezet ar Vretoned eo ar gwir da vezañ mut, hep dazont ebet. "Le droit à la parole" zo eviton ar gwir da gomz evit pep hini e pep lec'h. Hep ar gwir da gomz e-barzh ar mediaoù e vo diaes an dazont evit ar brezhoneg pe forzh peseurt yezh all. Nevez 'zo oa un harz labour e Radio France Alsas peogwir en doa divizet ar rener lemel kuit an abadennoù e Alsasia, se a ziskouez splann ar pezh a vez graet e Bro C'hall en ur mare ma komzer kalz eus Europa.

Stadoù 'zo o deus roet d'o minorelezhioù ar gwir da gomz er gevredigezh. E Bro C'hall eo ar c'hontrol a vez graet. Me ne gomprenan ket perak e vez lakaet ur harz etre Breizh uhel ha Breizh izel e keñver ar yezh, bez 'zo tud o komz brezhoneg e Roazhon, St Malo pe Naoned, met evito ar yezh ret 'zo ar galleg, n'eus netra evito, un abadenn skingomz war Radio Arvorig war ar gwagennoù etre, netra war ar F.M., piv a selaoù ar gwagennoù etre ? Evit 'pezh a sell an deskadurezh, ar raktres Jospin a zo gantañ an hevelep spered jakobin. Den ne oar evel just penaos e troo an traoù ha diaes e vo d'ar stad kenderc'hel gant he folik peogwir e vo ur seurt dreist-broadelouriezh (supra nationalité) en Europa ha bez 'zo dija raktresoù evit ar yezhoù bihan, perak ne fell ket da Vro C'hall sinañ ar chartoù-se, peogwir e Bro C'hall, pep hini a oar n'eus minorelezh ebet hervez ar gonstitution. An afer-se zo pouezus evit pep minorelezh er stad c'hall, evit tud bro Gwadoù pe Tahiti eo memestra.

**C.B.** : *Lod a sonj dezho e c'helle Bro C'hall lakaat stadoù 'zo da vont d'he heul war ar hent-se ?*

N.L. : Diaes vo d'am sonj. Da skouer Euskariz an Hanternoz o deus goullennet

digemer an abadennoù en euskareg a vez skignet er su, difennet eo bet gant Bro C'hall met lakaet zo bet peulioù 'vit degemer an abadennoù memestra, ar pezh a ziskouez n'eus ket harzoù evit ar yezh daoust d'ar pobloù bevañ dindan div stad.

A benn 200 vloaz a'chan piv a gomzo brezhoneg c'hoazh ? Ar skol ne vo ket awalc'h evit derc'hel bev ar yezh, ezhomm 'zo da gaoud ur politik war ar yezh, evit lakaat ar brezhoneg da vezañ komzet gant un bern tud, war o labour, evit ar blijadur ivez, n'eo ket hepken evit ar stourm. Setu perak eo al levr un tamm "mosaïque" istorel, yezhoniel, politikel, sokiolegel, o sellout ouz ar yezh evel ur benveg evit kaout darempredoù evit kelaouiñ. Pa sonjer "kelaouiñ" e sonjer er skingomz, er skinwel, er c'helaouennou, met pouezus eo evit gwelout ur yezh o vont war rak. lavarout d'an dud ne c'hell ket bezañ implijet er gër nemetken, hag e zo tu da grouñ labour ivez dre ar brezhoneg, tu da grouñ ur skingomz, un T.V., kazetennoù, da ober bruderezh evel e forzh peseurt yezh.

**C.B.** : *Ne vez ket harpet awalc'h an nevez vrezhonegerien gant ar vrezhonegerien a vihanik ?*

N.L. : Se eo efed sistem deskadurezh

ar Stad C'hall, efed ar mediaoù ivez a ro ur plas ken dister d'ar brezhoneg, se ne grou ket ur aergelc'h mat evit ar re a zesk brezhoneg. Ar stourm evit ar yezh n'eo ket ur stourm poblek. Ma vefe muioc'h a blas evit ar brezhoneg e vefe muioc'h a dud yaouank prest da zeskñi, evel e bro Euskadi pe bro Gembre, met se ne c'hell ket bezañ hep un diviz politikel, kudenn ar yezh a zo ur gudenn bolitikel penn da benn, lavarout eo un afer sevenadurel hepken a zo ur fazi. Piv a ziviz e ranker difenn ur yezh pe kas ur yezh war rak, ar stad an hini eo ha politik Bro C'hall a zo bet atav gwaskañ ar yezhoù, da heul ivez ar vrezhonegerien a vihanik o deus gwas- ket o unan o yezh.

Setu perak eo ret lakaat ar brezhoneg a-wel d'an holl, d'ar vugale, d'ar re gozh, ober gantañ war ar maez, met en ti bark, en ti-post, er bruderezh, diskouez anezhañ war an hentou. Evit lod 'zo trawalc'h war an hentou. Ma n'eus ket kalz tud evit difenn ar yezh n'eus ket kalz tud oc'h embann fraezh ez int a du evit ma vefe gwasket, met un doare all zo da lavaret an traoù bremañ a zo gwashoc'h. Bez 'zo un "double langage", war un tu difennomp, war un tu all e vez lakaet skolioù d'ur politik demokratel - e diabarzh Bro C'hall, ket en diavaez : "double langage" ivez peogwir evit al Lettoniz pe pobloù ar reter, goumit ar frankiz a zo mat, met evit pezh a c'hoarvez e Bro C'hall...

Met ar c'hemmou a teu buan, Bro C'hall a glasko marteze mirout ouz an traoù da vont war rak met n'hell ket mont re bell ken.

**C.B. : An embann ?**

N.L. : Fall eo stad an embann e Breizh e keñver ar pezh o deus ar yezhoù all. Kement a levrioù (war dro 160 - 50 nevez -) vez embannet e gouezeleg e bro skos evit war dro 80 000 a ouezelegerien hag e vez graet e brezhoneg e Breizh evit war dro 500 000 a vrezhonegerien, hervez enklaskoù Fanch Broudig, met piv 'oar an niver resis anezho peogwir n'eus niveradeg ofisiel ebet. Gwir eo zo muioc'h mui a levrioù evit ar vugale, met n'eus ket kalz a dra evit ar re vras, levrioù teknel, praktik, romantou polis pe faltazi. War dachenn an embann zo tu da grouñ labour gant ar yezh met ret vo gounit arc'hant. Gwelout reer tout an arc'hant vez kaset da Bariz evit an tailhoù, ha gwelout reer pegement a vez dastumet gant ar "Centre National du Livre", ha

kaset d'an embanner an vras e Pariz, evit embann e Breizh o c'houmañ re alies un afar a gevredigezhioù, a yezhoù vat, n'eo ket ur rebech met ar goullenn a zo : perak n'eus ket e Breizh muioc'h a stalioù o labourat war an embann, pe ar c'hazatenneriezh e brezhoneg hag a respont : sellomp penaos e vez graet an traoù e Bro C'hall. Bez 'zo ur stad hag ar sevenadur 'zo divizet e Pariz gant tud ne ouzont netra eus ar pezh a c'hoarvez e Karez pe e Kemper. An dud se a gas an arc'hant da Bariz. E Breizh evit kaout un tammig arc'hant e ranker mont da welout ar chuzulioù jenerat, ar rannvro. Met an touristelezh ha Skol Uhel ar Vro o deus an hevelep budjet. An touristelezh a zegas arc'hant d'ar vretonek marteze met perak ne vefe ket posubl gounit arc'hant gant ar brezhoneg, gwerzhañ traoù graet e Breizh e brezhoneg, ha troet e yezhoù all, se zo d'am sonj da brederiañ ha gant ur spered kenwerzhel un tammig ya.

Ar pezh a vank ivez, e brezhoneg 'zo ur stummadur evit ar gelennerien eveljust met evit ar gazetennerien, micherioù ar bruderezh, an animatourien en T.V....

Ar skinwel n'eo ket ur benveg sakr a c'hell cheñch pep tra eus an oil deiz d'egile dre vuzruhd, met ur benveg pouezus evit mont war rak. Ar vugale o deus ezhomm da welout ha da glevout brezhoneg er skinwel. Petra zo evito er-maez eus ar skol, eus ar familh a wechoù ? Ezhomm o deus un endro lafius, hiire an deiz d'am sonj, ar skol n'eo ket ar benveg pouezusañ barzh ar sistem desevel bugale. Un dra ret eo ar skinwel met gant ma vefe muioc'h a skolioù muioc'h e embannadurioù, muioc'h a vruderezh, ur gwir politik. Ar skinwel, dre ar galloud en deus war spered ha faltazi an dud a c'helle bezañ un danjerus ma ne vefe nemet se. Ha kemer skouer war ar pezh hon eus bremañ gant "Chadenn ar Vro" ne vefe ket un dra vat, ur skinwel evit bevañ a rank bezañ buhezek, ar vuhez zo ober c'hoarioù, filmoù n'eo ket hepken abadennoù war al leurenn hep arc'hant na budjet, ur skuedenn fall a vez roet ha ne c'heller ket degemer arvesterien nevez, setu perak e laran e vefe danjerus ober ur skinwel e giz-se, o lakaat ar brezhoneg dindan harzoù, barzh ur ghetto.

Ezhomm 'zo matchoù football, sportoù e brezhoneg. E bro Euskadi e vez heuliet krogadoù mellroad en euskareg war ar skinwel gant tud ne gomzont ket euskareg.

Perak ne vefe ket posubl d'ar vretonek lijnañ traoù nevez ha gwerzhañ anezho d'ar broioù all e-giz 'vez graet e bro Gembre pe Euskadi. Ar Japaniz da skouer a c'hellef prenañ filmoù digadennomp. Ur bern tud dre ar bed a zo vefe da ober al liamm etre ar sevenadur hag an armerzh ha betek hen ne vez ket graet.

An diskoulm zo gant un diviz politikel ha n'eo ket gant komzoù. Ar gwir da vezañ dishenvel a zo chomet genioù toull. Bremañ gant ar pezh a c'hoarvez er bed hag en Europa marteze hon eus ur chañs. Bez 'zo pobloù o deus gounezet o frankiz. Ar frankiz evit o yezh, met dre un diviz politikel. D'ar Vretoned da zivizout evito o unan n'eo ket da Bariz. Deomp ni da ziskouez e zo tu da vezañ gant teknikoù hag binvioù a-vremañ ha gant hor sevenadur hag hor yezh, hep mezh, gant lorc'h.

An diskoulm zo kaout ur statud ofisiel evit ar brezhoneg, evel e bro Gembre pe Euskadi pe Galsia. Tud 'zo a lavar n'eus ket a statud evit ar brezhoneg bremañ, met n'eo ket gwir, ur statud a zo hag ar statud se a zo bezañ gwasket. N'eus lezenn ebet evit se met gant doareoù soutilhoù pal ar Stad C'hall a chom distruj ar sevenadurioù hag ar yezhoù "bihan". Eviton n'eus ket a yezhoù bihan hag a yezhoù bras e keñver yezhoniezh, pep yezh zo ingal, giz an dud, mod all e vez dija ur sistem un tamm gouennelour ha d'am sonj doare prederiañ Bro C'hall war ar yezhoù zo ur sistem rasis.

Bez 'zo ar galleg hag ar yezhoù bras giz ar saozneg, an alamaneg, ar c'hastilhaneg hag bez 'zo yezhoù "dindan" met lavarout zo yezhoù dindan a dalvez kement ha lavarout 'zo ivez pobloù dindan - un doare da urzhiat ar pobloù, ar yezhoù -. E Bro C'hall n'eus ket a yezhoù n'eus ket a bobloù, n'eus nemet galleg ha gallaoued hag ar re a vev e Bro C'hall ne c'hellent bezañ nemet gallaoued. Ne c'hellent ket kenderc'hel da vezañ ar pezh int.

Evit dont en dro war ar brezhoneg e ranker kaout ur statud a yezh ofisiel, ko- ofisiel a lavar lod met se ne ra forzh. Ur statud par d'ar galleg hag e Breizh a-bezh evit tud Foujera. Roazhon pe Naoned ar gwir da gomz a zo ret ivez.

\* "Le droit à la parole" de Noël Lainé

Breton 2-3-4 a viz Here

# GOUEL 20 VLOAZ DASTUM

Goelvezh a labour hag a oberiantiz war-dro sonerzh ha sevenadur Breizh, setu aze a zo abeg e-welch da azañ ur goel bras !!

Dibaoz m'eo bet savet ar chevrade e 1972, ez eo e bal dastum, mirout diellennañ, skignañ ha brudañ sevenadur hengounel pobl Breizh. Dastum zo deuet a-benn da vrasaat a drugarez d'ur rouedad tud a yod-vat ha da skipailhoù lechel a ra war-dro an dastum, an diellennañ dielloù, ar vuhez sonerezhel war al lech ha lakaat ar skourrou da vont en-dro (Roazon, Lannou, Loudieg, Karaez, Plañvour, Naoned), Enno e cheñt pep hini dont da turchal e-barzh ar sonskridaoueg hag ar skeudennaoueg, pe e-barzh an dielloù, liesseurt dastumet gant ar chevrade. Dastum a ra ivez ul labour enklask, sevel a ra stajoù, gouelloù, festoù-noz, hag al lakaat a ra ur gelaouenn sevenadurel, he anv *Musique Bretonne*, da zont ar-maez ouzhpenn embannadurioù liesseurt (le... kasedigoù, pladennoù).

Al labour ramzel-se, graet 'nno a-wed ha padusted, a laka Dastum da vrasaat 'nno kentañ war an dachenn e Frans pe zoken en Europa. Da skouer, ar serj war Miniel (36 15 00 m), o reñt 'nno da bep hini da vont e skeudennaoueg Dastum, a zo ar bank-tirouñ kentañ ar chevrade.

Gouel 20vet deiz-ha-bloaz Dastum a vo dalchet e Berrien, unan eus kumunioù Park an Arvor e kreiz Menez-Are, d'an 2-3-4 a viz Here 1992. Bez' e vo lech emgav an holl sonerien, kanerien, dastumerien, dastumerien, nep piv bennak dedermet gant ar sonerezh hag ar sevenadur hengounel e Breizh hag e lech all. Tra-dro da go bevin o doaz-hañ ouz ar ber e vo neuza-strolet sonerien eus ar Vro-Vigoudenn da Vro-Felger, Bro-Leon da Vro-Naoned o tremen dre kreiz Breizh ha Bro-Gwened.



## Une tradition en marche.

Souvent considérée comme passiste ou ringarde, la culture populaire s'avère être une force pour notre société moderne. Plus particulièrement, la musique traditionnelle bretonne fait preuve d'une remarquable jeunesse - inspiration de nouvelles expressions.

- intégrée par de jeunes générations dans un usage traditionnel,
- renouvelée par une création tout à la fois contemporaine et gardant les caractéristiques des œuvres traditionnelles,
- évoluant avec la société contemporaine,
- facteur de convivialité et de communauté dans une société qui commence à s'apaveoir, après les avoir foulées aux pieds, de l'importance de ses racines.

Elle est un mode d'expression correspondant à la sensibilité de milliers de jeunes et anciens et à travers laquelle ils expriment leurs sentiments, leur perception de l'univers. Elle est l'expression d'un répertoire particulier, original ou d'inspiration étrangère mais toujours repensé, réinventé, significatif d'une identité particulière et intégré dans une société partageant cette sensibilité.

On voit trop aujourd'hui les conséquences sociales issues du reniement de ces valeurs pendant de nombreuses années au nom du modernisme ou d'un centralisme irrationnel.

Mais on constate aussi une prise de conscience grandissante de la part des institutions politiques locales et régionales, de l'importance du fait culturel local et de la culture populaire. Au niveau européen, pour la quasi-totalité des États de la communauté, la reconnaissance et le respect des cultures minoritaires est une évidence.

Dans ce contexte, une tradition en marche, bien ancrée par ses racines et forte de ses floraisons multiples reste une force de vie et de proposition pour que notre société de demain garde un visage humain et original, d'autant plus ouvert aux autres qu'il sera riche de ses différences.

Patrick MALRIEU, Président de Dastum

## Dastum ne chomo ket berr... e Berrien !

War ar roll...

**Sonerzh dibaoz gant sonerien ha kanerien o tont eus Breizh-Uhel ha Breizh-Izel :** Bro-Dreger, Bro-Vigoudenn, Bro-Reudon, Bro-Farich, Bro-Fisel, Bro-Felger, Bro ar Mene, Bro-Vad, Bro an Oriant, Bro-Naoned, Bro-Dardou, ar Menez, Bro-Loudieg, hag all.

**Boued ha sonerezh bevin ouz ar ber ha sonerien na chomint ket berr. Sonerezh en lavarnioù, Nozvezh ar c'hotadennoù, Leurennoù digor, Kenstrivadegoù sonerezh, Biniou, bombard, treujenn-goù, kan... Salons-kendivizoù.** Kinnig labouroù kevredadoù a ra war-dro ar sonerezh hengounel, diskouez filmoù, filmadegoù Breizh, diskouezadegoù...

**1972-1992. Ouzhpenn Europa ar Stadou, e vez savet tam-m-ha-tamm Europa ar Broioù, e-lech ma cheñt pep hini diskouez e bersonalezh hag e hevelebiezh dezhañ e-unan gant ur spered digor ha gant ur c'hoant kaout darempred gant kumunioù-hag amezek.**

**Gouel 20 vloaz Dastum a vo ul lech keñañ, eskem mennozhioù ha prediadennoù. Tra a vo da adalvare da Stadoù Europa ez eo ret derc'hel kont eus ar prindivegzhioù dre gomz.**

**Gwener 2 a viz here, 9 eur :** Sonadeg *Sonerzh Breizh, sonerezhioù Europa*.

**Sadorn 3 a viz here, 11 eur-7 eur :** Salons-Kendivizoù. Standoù, filmoù, video, kendivizoù, diskouezadegoù... **11 eur-7 eur :** Sonerezh e pep lech er bourk. *Podiomoù, leurennoù-digor, sonerezh en lavarnioù, 7 eur noz :* Boued ha kanin. **10 eur noz :** Fest-noz vras.

**Sul 4 a viz here, adalek 11 eur :** Gouel bras. **1 eur :** "Bouf e Berrien...". *Bevin ouz ar ber ha sonerien na chomint ket berr* **13 eur :** Fest-deiz.

**20 bloavezh a labour hag a oberiantiz war-dro sonerzh ha sevenadur Breizh, setu aze a zo abeg awelch'ha azañ ur goel bras !!**

Dibaoz m'eo bet savet ar chevrade e 1972, ez eo e bal dastum, mirout, diellennañ, skignañ ha brudañ sevenadur hengounel pobl Breizh.

Ur vedioaoueg e Roazon

- sonskridaoueg (25 000 sonskrid)
- skeudennaoueg (20 000 diell)
- dielloaoueg

Ur roudad skourrou lechel - Loudieg (22), Lannou (22), Plañvour (56), Naoned (44), Karaez (29).

Ul labour enklask. Sevel stajoù, gouelloù, festoù-noz... Ur gelaouenn viziek : *Musique Bretonne*. Embannadurioù (levrioù, kasedigoù, pladennoù... : war-dro 50 titl), 36 15 Dastum. Memor Breizh. Evit mont e skeudennaoueg Dastum dre miniel. Dastum, 16 straed Penchoed, 35065 Roazon cedex.

## POINT DE VUE

# LA PASSION, C'EST LE TIC !

Voilà bientôt plus d'un an que tourne la grande fresque théâtrale connue sous le nom d'Ar Bâson Vraz en breton et sous celui plus équivoque de Passion Celtique en français. Présentée par des personnes bien intentionnées comme l'événement culturel breton de l'année 1991, elle n'en poursuit pas moins, cette année aussi, sa carrière, puisque nombre de spectateurs ont pu comme moi la découvrir pour la première fois au Festival de Cornouaille à Quimper.

Consommateur circonspect de vin de messe et d'eau bénite, je n'ai pas éprouvé, en effet, le désir frénétique d'une libation précoce à la mode du Beaujolais nouveau. Dois-je avouer également combien j'ai été navré par le conformisme laudatif du milieu bretonnant qui paraît cependant cacher sous une débauche de compliments plutôt protocolaires une réserve ambiguë. Fransez Favereau se risque bien à quelques allusions prudentes dans le numéro 267-268 d'Al Liamm, toutefois dans l'ensemble on reste ou timide ou beat ou coincé ce qui est à mon sens assez révélateur. Alors, après avoir fait un pied de nez à l'hystérie médiatique de Brest 92, j'ai me suis finalement résolu à rendre visite aux vignes du Seigneur sur les côtesaux du Frugy.

La Passion semble constituer l'élément central d'un triptyque aux côtés de "Buhez Mikael an Nobletz" et de "Yann Vari Perrot". On se souvient de l'émotion provoquée par le premier tableau dans la hiérarchie catholique qui ne pouvait que s'inscrire de voir évoquer la lobtomie collective pratiquée par les jésuites léonards dans les campagnes de Basse-Bretagne avec plus ou moins de succès suivant les terroirs. Avec "Yann Vari Perrot" ce prêtre controversé, contemporain de Staline, Mussolini et Hitler, ce furent les partisans d'un totalitarisme concurrent menacé sans doute par celui de Feiz ha Breizh, qui furent saisis d'une agitation mesquine et ridicule. Comment expliquer alors que de tels mouvements d'homme n'aient pas accompagné la sortie du troisième élément ? Est-ce dû à cette mode que d'aujourd'hui de "new age" qui embrume l'inquiétude d'un millénaire hissant ? A cette atmosphère de fatalisme médiéval et de consensus d'essence divine décrété sur fond de crise économique qui traduit l'offensive étouffante de la démocratie chrétienne, celle qu'un certain Grand Inquisiteur, candidat potentiel à l'Ordre Suprême, veut faire triompher en renouvelant ses "pâques" européennes ? Il est vrai qu'il est des scènes en costume moderne qui peuvent passer pour des concessions aux accros contemporains de cette mystique anachronique, notamment celle du début où un coup de pied bien placé devant nous convaincra que

celui qu'on nomme le Christ en avait. D'où l'idée plausible d'une tentation d'origine provoquée par Marie Madeleine dans le film de Martin Scorsese. Rassurons pourtant : dans le public, nul incendiaire comme dans certains cinémas parisiens ! Ne peut-on, en un sens, se féliciter que la crucifixion fut le supplice le plus en vogue dans l'Empire Romain ? Car sinon quelles difficultés attendaient donc notre époque si on avait préféré empaler les condamnés par le fondement quand on connaît la propension de beaucoup à vouloir suivre l'exemple de leur chef de file, nul doute qu'un certain syndrôme ne fût un mal encore plus préoccupant !

Alors la Passion Celtique ? Doit-on voir dans le titre français autre chose qu'un ragoilage à l'usage des touristes ou des nostalgiques du néoromantisme attardé des années 70 ? N'y a-t-il pas antinomie à appeler celtique un mythe oriental qui s'imposa au déclin du fondement même du celtisme. Ou serait-ce l'interprétation particulière (que nos théocrates locaux veulent congénitale voire quasi chromosomique !) à ce pays du fait divers somme toute insignifiant qui est à la base du pathos chrétien mais dont la réussite bénéficie incontestablement du ralliement de l'entreprise en situation précaire au pouvoir impérial de Constantin ? Insignifiant, en effet, quand on le compare, par exemple, à la crucifixion massive de Spartacus et des milliers de esclaves révoltés 71 ans environ avant la naissance présumée du grand vainqueur de la course au Golgotha ! On sait aussi quels délires sado-masochistes accompagnent le récit de la crucifixion chez certains peuples où on n'hésite pas à se livrer à des mortifications sanglantes. Tout au plus trouve-t-on évoqué dans la Grande Passion le rôle moteur du mythe dans la justification de conquêtes, batailles et massacres en tous genres (On se souvient du "Gott mit uns" de certains !). Mais l'étrange attelage du Christ portant sa croix, accompagné de pères fouteurs à la malignité outrancière, mis à toutes les sauces au péril d'être à travers le Léon pour fonder des calvaires, a plutôt un côté burlesque qui rappelle parfois les meilleurs moments des Monty Python. J'avoue, qu'après certaines longueurs qui frisent le remplissage, j'ai été pris d'un rire franc et massif devant cette prouesse de charité et de dévotion distribuée à la louche. Même réaction devant la sublimation de bons sentiments dont la nialiserie monumentale constitue vraisemblablement l'anesthésiant indispensable aux périodes de tensions dramatiques. Ne serait-ce pas là l'art et le mérite du metteur en scène : provoquer une véritable catharsis dont on peut espérer d'ailleurs que lui-même sortira libéré et apaisé ?

Souhaitons alors la même issue salutaire à ceux des acteurs dont la fervur intense qui se lit sur le visage, évoque plutôt pour le profane de graves troubles intérieurs !

Événement important, si elle permet de conjurer certains fantômes encombrants du passé, véritables cadavres dans le placard de la mémoire, la Grande Passion peut dans ce cas servir utilement le combat pour la liberté de l'esprit, l'autonomie individuelle et la laïcisation définitive de l'Idée bretonne.

Chacun en effet, en gagnant la conscience des atfabulations grossières dont il fut bercé par le verbe habile des semeurs d'illusion, promoteurs de "caractère propre" et autres grands timonniers des destinées collectives, devient l'acteur principal de sa propre vie, le fils de ses propres œuvres et réclame sa part de paradis terrestre. Voilà certes une autre pièce, c'est pourtant celle qu'on écrit chaque jour et tous ensemble sous la voûte des cieux où il n'est point de sauveur suprême, ni Dieu, ni César, ni tribun ! Et à peine tous les derniers cantiques, on espère entendre l'écho des chants de résistance des Bagaudes sortant des forêts profondes de l'oubli. Dalch mat ato, Tibatto !

Mais au moment où on assigne à la Bretagne le rôle d'un simple corps intermédiaire ou "subsidaire" dans le nouvel édifice dont l'architecture s'inspire précisément des canons de la doctrine chrétienne, le risque n'est-il pas grand ici d'une nouvelle rechute dans l'adoration extatique de ses propres chahuts ?

Je ne peux clore cet article sans rendre hommage au compositeur de talent qu'est Christian Desbordes. On connaissait ses arrangements recherchés, véritables ciseaux, enluminures, entrelacs ou broderies. Il a pourtant choisi la efficacité et le dépouillement. Quant à sa maîtrise d'un aussi vaste ensemble de choristes et d'instrumentistes, elle force le respect !

Per Vari KERLOCH

\* Les Bagaudes étaient constitués en majorité de paysans écrasés d'impôts qui subirent les effets des crises économiques successives qui secouèrent l'Empire Romain finissant. Ils se révoltèrent à plusieurs reprises dans l'ouest de la Gaule. L'une de ces révoltes écrasées par les légions romaines fut dirigée par un chef nommé Tibatto. Alliés au soulèvement de celtés, elles conduisirent à l'indépendance de l'Armorique vers 450 après JC. L'oubli de ces événements importants, de leurs rapports avec l'armée des Bretons, des liens qui existèrent avec les esclaves réjetant le servage, constitue une orientation de l'histoire de Bretagne qui nous inflige un mythe des origines selon lequel nous serions tous issus d'une pseudo paroisse fondée sous le commandement d'un prétendu saint de corps et d'esprit !

## es du 20ème anniversaire de lc'h Sevenadurel Gwened Du 19 septembre au 3 octobre 1992.

Palais des Arts - Vannes. Inauguration le samedi 19 septembre, à 18 h.

Trois expositions : du 19 septembre au 3 octobre.

- Vingt années au service de la culture bretonne, sous la direction de Loeiz Lagatu, rappelle l'histoire de Kelc'h Sevenadurel Gwened, depuis 1972.

- Photographies du Pays-Vannetais, par Ewan Morio.

- Objets d'art en pâte à sel, de Katell Noël.

Conférence le vendredi 25 septembre, à 20 h 30. La celtomanie, par Job Rio.

Théâtre le vendredi 2 octobre avec la troupe "Ar Vro Bagan".

14 h 30 : "Imram, le voyage de Lina au bleu pays des rêves", spectacle bilingue pour enfants de 4 à 12 ans (les débutants en breton en tireront aussi leur profit).

Lina fait connaissance avec les héros du "Barzaz Breiz" au travers d'un peuple fantastique, auquel l'entraîne le Cheval Bleu des rêves. Très visuel, ce spectacle d'une heure, agrémenté de musique et de chant, transcende la langue et le rend accessible à tous. Exploitation pédagogique possible (dossier sur demande : Ar Vro Bagan, Krea'ch Ar C'hamm, 29880 Plouguerneu. Tél. 98.04.50.06.

21 h : "An arar hag ar stered" ("La charrie et les étoiles"), du dramaturge irlandais Sean O'Casey, qui évoque la Révolution irlandaise de 1916, au travers de la vision des hommes du peuple. Jack Clitheroe, maçon dublois, a choisi le thème de l'héroïsme, le combat pour la libé-



té de l'Irlande. Son épouse Nora s'occupe de son confort matériel. Gravite autour d'eux une pléiade de personnages hauts en couleurs : les petites gens des quartiers pauvres... La charrie et les étoiles est une tragi-comédie pleine de rires, de larmes et de sang, emprunte d'un humanisme fervent, d'une véritable tendresse pour les exclus, en particulier les femmes de Dublin.

Fest-noz le samedi 3 octobre, à 21 h, salle municipale de Monterblanc. Il sera animé par les trois groupes-vedettes du Bro-Gwened Korriganed, Follenn et le groupe Michel Ourhemano.

### KELC'H SEVENADUREL GWENED.

Centre Vannetais de Culture Bretonne, 6, rue de la Tannerie, 56000 Gwened/Vannes. Tél. 97.45.45.17.

Permanence : du mardi au samedi 10 h-12 h / 14 h-18 h.

Cours de breton et de gallois : à partir du mardi 29 septembre, à 20 h 30.

K.S.G. c'est aussi : le Bureau d'Information Culturelle Bretonne, un Club de Breton, des cours de musique bretonne, des conférences, des rallies culturels, des excursions, des voyages de tourisme culturel, des spectacles, des animations, des festoù, etc.

Association ouverte à tous ceux que la matière bretonne et celtique intéresse.



## Une réédition attendue. LES CONTES DE BRETAGNE,

Par Paul Féval

Féval aimait passionnément la Bretagne et les Bretons. Il aimait aussi vivre au milieu d'eux et il les connaissait merveilleusement bien.

Ses contes sont bien autre chose que du folklore. Se dégagent d'eux, un charme, une poésie, des émotions qui les distinguent des autres livres écrits sur le même sujet.

Le grand talent de Féval aura été

de construire à partir de son imagination une œuvre qui restitue ce qu'il y a de plus profond et de plus authentique dans l'âme bretonne.

Prix public : 139 F.  
Retenez votre exemplaire dès maintenant chez votre librairie.  
Diffusion en librairie : 30 novembre 1992.

Sean O'Casey

## An Arar hag ar stered

Gant Ar Vro Bagan

Etre 1913 ha 1923 ez eus bet freuz bras e Dulenn ha Bro Iwerzhon : stourm al labourerien e 1913 : un toullad Iwerzhoniz o kemer an armou e 1916 evit ar frankiz, ar brezel kuzh... betek ma voe dieubet ar vro ha savt ar stad Iwerzhonad.

Sean O'Casey en doa bet kemeret perzh e stourm ar viche-rouerien ha labourer evit ar yezh. E 1915 eo en em dennet a gostez da sellet pizh ouz ar darvoudoù. Ha sevel tri fezh-c'hoari diwar-benn ar pennad-se eus istor ar vro : "The shadow of a guman", "Juno and the Paycock" ha "The plough and the Stars "An Arar hag Ar Stered", savet e 1926 o kontañ ar vuhez er c'harteroù paour e-pad ar brezel 16.

Jack Clitheroe, mañsoner diouzh e vicher a zo o stourm evit frankiz ar vro. E wreg Nora, zo troetoc'h gant he zi hag he feadra. War o zro ar guchenn paotred ha merc'hed, Fluther Good, Peter Flynn, Covey, Bessie Burgess, Mrs Cogan...

Création Ar Vro Bagan. Traduction et mise en scène Goulc'han Kervella. Lumière : François Eric Valentin. Décors : Michel Fagon. Renseignements : Ar Vro Bagan, Krea'ch Ar C'hamm, 29880 Plouguerneu. 98.04.50.06.

Vannes, Palais des Arts, vendredi 2 octobre 1992, 21 h.



## ROCK CONTRE BETON,

samedi 26 septembre.

A Bruxelles on joue aux cartes... l'état français a tiré celle du tourisme, comme l'Espagne celle de la pêche. On veut nous imposer ces décisions sans prendre en compte nos aspirations qui vont bien à l'encontre des projets de l'état et des marchands.

Ainsi c'est tout un pays que l'on veut sacrifier, en assassinant la pêche bretonne (absence totale de politique maritime, crédit dérisoire pour la mer), en abandonnant les paysans à leur sort, en détournant certains sites de leurs vocations premières, en ne privilégiant qu'une économie : le tourisme. La France : premier pays touristique au monde, est prête à tous les sacrifices pour garder le pompon rouge.

Cette politique du bétonnage et du tourisme "avant tout" nous promet comme avenir : des boulots de larbins deux mois par an, des boulots précaires toute l'année, un exode des jeunes qui ira en s'amplifiant, des paysages défigurés, une identité balotée, une répression accrue contre tous ceux qui voudront résister à cet état de fait.

Ce n'est pas envers les vacanciers que nous sommes hostiles, mais nous considérons que le tourisme n'est qu'un complément à notre économie, se devant d'être respectueux des réalités locales.

Nous exigeons la destruction du belvédère de Carnac. Nous demandons qu'une enquête d'utilité publique - concernant le projet, que l'état dissimule derrière des centaines de préoccupations pour les menhirs - soit ouverte.

Nous demandons qu'une expertise soit faite par des spécialistes indépendants de l'état afin de mesurer les réels dangers de dégradation du site par les piétons.

On ne raye pas plusieurs millénaires d'histoire à coups de pelle-touses, bétonneuses et billets de banque.

Fulor Bro An Alre



Carnac, camping de Kermario à partir de 14 h.  
Bubu & Co. Furious Jam. Assez. Sadicomix. Glaz.  
Roll Mops. Giovanni's.

Entrée : 50 F. Chômeurs : 45 F.

Emgann/Combat breton N° 82. 13

## EUROPE 93 La grande magouille

C'est sous ce titre explicite qu'un groupe de basques, militants abertzale et anticapitalistes viennent de publier un dossier analysant le Traité de Maastricht. Tout est passé au crible : institution, économie, social, environnement, répression, tiers-monde, extrême-droite... En voici un extrait sur la politique sociale.

(Pour tout commande : Akratie, BP23, 64130 Mauleon. Un exemplaire : 15 F + 6 F de port)

### La Charte sociale : du vide.

Ce sont sur des oppositions idéologiques de principe, et à feutrés mouchetés, que les Etats se sont affrontés sur la Charte sociale. Elle a été votée par tous, sauf par la Grande-Bretagne, comme on pouvait s'y attendre. Et Mitterrand a pu croire à peu de frais redorer son image de marque sociale, puisque c'est sous sa présidence que la Charte a été adoptée. Il n'y a pas de quoi pavoiser : le résultat de cette Charte est à ce point sans odeur et sans saveur qu'elle est en deça de ce qui avait été adopté en 1961, dans la charte sociale du Conseil de l'Europe. Il s'agit d'une simple déclaration solennelle des onze gouvernements, qui sera suivie d'un programme d'actions, c'est-à-dire de directives dont les Etats intégreront des éléments dans leurs législations respectives, mais seulement "si besoin est", et selon leur bon plaisir, et uniquement pour les points les moins contestés (liberté syndicale, formation professionnelle). Les sujets les plus sensibles (fixation d'un salaire minimum, durée européenne du temps de travail), ou les plus contestés (droit à l'information, à la consultation et à la participation des travailleurs) sont, eux, purement et simplement évacués.

Pour les premiers, la Charte se contente d'invoquer "un salaire décent (!)". Pour les seconds, elle ne fait qu'"encourager" les partenaires sociaux à "dialoguer" ou à "négocier".

Il faut savoir en outre que les directives adoptées ne sont en rien contraignantes pour les Etats. Les mesures européennes prises en matière d'hygiène et de sécurité sont un bon exemple, à ce titre : non seulement les contenus en sont d'une prudence extrême, mais encore elles montrent combien la commission européenne cherche à contraindre le moins possible les gouvernements et les entreprises.

Certes, il y a des nuances dans les conceptions sociales des diverses forces européennes. Il y a des partisans de légèrer le moins possible pour ne pas imposer de contraintes aux entreprises, ce sont le gouvernement anglais, le CNPF - Confédération Nationale du Patronat Français, l'UNICE - Union des Confédérations de l'Industrie et des Employeurs d'Europe, et il y a ceux qui poussent à un libéralisme participatif, capable d'autoréguler et de neutraliser les conflits de classe : ce sont les syndicats au sein de la CES - Confédération européenne des syndicats, des patrons, les gouvernements sociaux-démocrates.

Cependant, il y a un aspect sur lequel tous, gouvernements, patrons et syndicats tombent d'accord : pas question d'une uniformisation des droits des travailleurs, encore moins d'une harmonisation par le haut. "Diversité" et "subsidiarité" sont la règle consue, c'est-à-dire le maintien et l'aggravation des inégalités, ainsi que le cantonnement des tra-

vailleurs dans leurs secteurs, selon un localisme et un corporatisme des plus stricts, pour éviter toute solidarité active et toute extension des conflits et des luttes. Il s'agit donc de ne jamais porter au niveau communautaire ce qui peut être au niveau national, sectoriel ou de l'entreprise, mais de simplement s'en tenir à fixer "quelques principes", en laissant toute latitude aux gouvernements et aux patrons d'en définir eux-mêmes les modalités d'application (...)

### Vers plus d'inégalités encore.

Il est clair que l'Europe qui se prépare poursuivra et aggravera les inégalités déjà existantes, au nom de la logique du "développement", le chômage structurel, les disparités salariales, les décalages Europe du Nord - Europe du Sud et Europe de l'Est, les déséquilibres régionaux, la flexibilité accrue, la plus grande mobilité géographique et professionnelle organisée par les entreprises sous couvert de libre circulation des individus, les transferts de main d'œuvre, les atteintes à la protection sociale.

L'argent et l'activité économique continueront de se déplacer et de se concentrer sur les régions européennes les plus développées, et où les conditions (fiscalité, coûts, droit du travail, régulation du marché) sont les plus favorables aux investissements. Le climat et la stabilité sont aussi des facteurs de poids ; on le voit pour les pays de l'Est, mais aussi pour l'Euskadi. Ce n'est pas un hasard si les décideurs et industriels représentés par le PNB (Parti nationaliste basque) au sein du gouvernement de la communauté autonome basque mettent tout en œuvre pour pacifier avec le PSOE et opposer un fond commun à Herri Batasuna (gauche nationaliste) et à la lutte armée d'ETA. L'intégration totale d'Euskadi à l'Europe de 93 passe par la pacification sociale donc par l'élimination des forces rupturistes.

Une entreprise industrielle reçoit plus d'avantages si elle s'installe au Luxembourg, en Belgique, dans certaines zones de la Lorraine, que si elle s'implante en Bretagne ou en Aquitaine. En revanche, les activités à faible valeur ajoutée se concentreront dans les zones périphériques du marché ou la main d'œuvre a plus bas prix et relativement mal protégées offre des avantages.

Quant à l'accroissement de fonds structurels versés aux régions "défavorisées" pour panser les plaies les plus vives, il ne résoudra rien, et n'aura pour effet que de transformer un peu plus certaines zones en assistées (...).

### Vers un alignement vers le bas.

Chaque régression sociale qui a été faite ou sera faite prochainement dans l'un des pays de la CEE devra être harmonisée dans les autres Etats d'ici 1993. En fait d'harmonisation sociale, c'est vers une harmonisation des régressions sociales qu'on

s'oriente.

Quelques exemples relevés par la Commission européenne dans son rapport annuel sur "l'évolution de la situation sociale" sont à ce titre éloquentes :

- en RFA, le recul de l'âge de la retraite à 65 ans se met progressivement en place ; cela annonce des mesures semblables dans les autres pays européens, à la population tout aussi vieillissante ; de plus, des patrons poussent à ce que l'interdiction de travailler le dimanche soit complètement levée d'ici 1993.

- En Belgique, le travail de nuit et de fin de semaine n'est plus légal ; on supprime aux femmes la possibilité de prendre leur retraite avant 60 ans ; la retraite minimum garantie ne pourra être touchée que lorsque le salarié aura vécu 10 ans en Belgique ; les contributions patronales aux Assédic sont réduites.

- Aux Pays-Bas, une modification législative permet de réintroduire le travail de nuit pour les femmes.

- En France, il en va de même avec un projet de loi qui permet, en outre, une large flexibilité des horaires de travail ; les patrons peuvent augmenter la durée de travail de 37 à 44 heures selon les besoins de l'entreprise ; les grandes surfaces ont l'autorisation d'ouvrir le dimanche avec une latitude de plus en plus grande ; on parle de réglementer le droit de grève dans le secteur public ; la retraite à 60 ans devient contestée.

### La complicité des syndicats.

Ce ne sont pas les syndicats affiliés à la CES qui sont prêts à mobiliser contre ces tendances. Bien au contraire, ils sont prêts à jouer le jeu patronal de la productivité et à se placer dans cette logique de la compétitivité des entreprises ; ils vont même jusqu'à proposer des mesures qui lassent rimer réformes pour les salariés avec intérêts patronaux - pas d'aménagement pour les travailleurs sans que les patrons y trouvent un gain.

Ainsi la CES ne juge la réduction du temps de travail "viable et intéressante" que "si elle s'accompagne d'un aménagement du temps de travail (dans le sens d'un plus grand travail des machines), et plus profondément d'une nouvelle organisation du travail qui permette de solder des gains de productivité". Les calculs de ces syndicalistes sont dignes de ceux de capitalistes éclairés : "Si on gagne 2% de productivité, 1 à 1,5% doit permettre de financer la réduction du temps de travail". On ne saurait pousser plus loin la cogestion : c'est ainsi que dans le textile de nouveaux horaires 4 fois 6 heures sur 6 jours ont été mis en place grâce aux syndicats, avec, à la clé pour les patrons, un gain important de la productivité, donc des profits.

Qui profitera de cette Europe ? Qui l'inspirera, qui la mènera ? La chère sera libre pour les plus forts, les plus audacieux, les mieux organisés, qu'ils soient communautaires ou extra-européens. Cette déclaration de Chéysson n'a évidemment pas pour objectif de remettre en cause l'Europe de 1993, ou doit régler la concurrence la plus sauvage, ventrale loi de la jungle où le plus fort et le plus rigne gagne.

Bien au contraire, elle a la prétention d'inciter les travailleurs à accepter les règles du jeu : compétitivité, effort, respect du consensus, dans cette forêt d'empogne renforcée.

## CATALUNYA

## RAZZIA OLYMPIQUE

Quinze jours avant l'ouverture des Jeux Olympiques, trente-sept catalans ont été arrêtés par la Guardia Civil.

Ils avaient en commun d'être d'anciens militants du MDT (Mouvement de Défense de la Terre, indépendantiste), mais actuellement ils militent dans d'autres organisations politiques. Le juge qui a ordonné les arrestations a pris des anciens dossiers (déjà vieux de plusieurs années), les a mélangés et, tel un bon bluffeur dans une partie de poker, il a construit un nouveau "dossier des terroristes catalans".

### La torture, moyen habituel de la "Guardia civil".

La torture, bien sûr, a été présente une fois de plus : "Quand je suis entré dans la direction générale (de la Guardia civil à Madrid) m'ont mis un sac en plastique sur la tête. On m'a emmené dans une chambre où il y avait plusieurs tortionnaires ; ils m'ont demandé ce que je savais de "Terra Llure", en me donnant des coups avec un annuaire téléphonique et des coups de pied quand je tombais par terre. Si mes réponses ne leur



plaisaient pas, ils seraient plus fort le sac autour de mon cou... Tout cela a duré deux heures, accompagné avec d'insultes contre la Catalogne".

Tel était le témoignage d'un membre d'ERC (Gauche républicaine de la Catalogne), parti politique avec représentation aux parlements catalan, espagnol et européen. Après être libéré par la Guardia Civil, il a été emmené à l'hôpital, où on lui a diagnostiqué une fissure au crâne, sans dans l'urine et plusieurs hématomes.

Beaucoup d'autres détenus ont eu des "symptômes" pareils : des coups à la tête et sur les organes génitaux, des courants électriques appliqués au bras et au ventre...

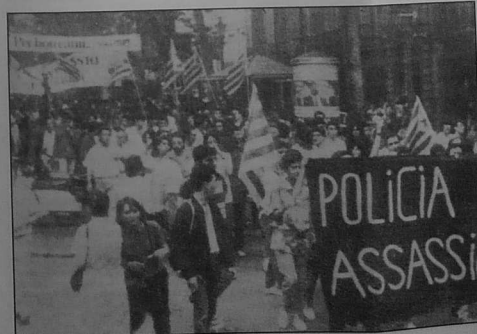
Un autre détenu a été torturé à la préfecture de la Guardia Civil pendant quatorze heures ! Celui-là, membre du comité central du PCC (Parti Communiste de la Catalogne), a déclaré : "Je suis médecin et j'ai des responsabilités dans un parti politique légal ; si on peut me torturer de cette façon, qu'est-ce qu'ils ne vont pas oser faire avec un ouvrier basque ?".

Le directeur général de la Guardia Civil a affirmé tranquillement que les détenus se sont blessés eux-mêmes, en se donnant des coups contre le mur. Le secrétaire général d'ERC, chef de file de la "voie pacifique à l'indépendance", a déclaré : "Entendre cela en 1992 me laisse à tout à fait désarmé. Ils mentent d'une façon abjecte !".

Même M. Jordi Pujol, chef des autonomistes modérés et président du gouvernement catalan depuis 1978, a déclaré : "Il y a eu des arrestations injustes de gens pour le seul fait d'être indépendantistes". Manuel Vazquez Montalban, écrivain, a déclaré à son tour : "Les procédures utilisées par l'Etat sont exécrables. Dans ce moment-ci, la démocratie est très précaire dans ce pays, où on utilise les méthodes de la dictature argentine. Les procédures corrueristes (pour Corcuera, le ministre espagnol de l'Intérieur) sont répugnantes".

Extrait de "Otages politiques", n° 8, juillet 1992

Emgann/Combat breton N° 82 15



# LE ROLE ETAIT DE MANIPULER L'OPINION PUBLIQUE'

## Confession de deux ex-officiers anglais.

**France quel était votre travail ?**  
- J'étais basé à Dublin, je montais des réseaux pour le MI6 (espionnage extérieur). J'ai même recruté Ned Garvey, le N° 2 de la Garda (Police du Sud). La planification des actions de l'Ira se fait au Sud, des militants montent au Nord et se replient. Donc pour la surveillance des frontières autant être au Sud et nouer la Garda. Mais nous faisons aussi des incursions du Nord vers le Sud.

**Pourquoi avez-vous arrêté ?**  
- J'ai arrêté car une unité SAS, dépendant d'un autre service agissant sur ma juridiction et commettait des assassinats. Et d'autre part nous négocions pas contre le terrorisme psychotant.  
On m'a envoyé à l'hôpital psychiatrique, puis j'ai été renvoyé de l'armée.

**Pourquoi avez-vous quitté l'armée ?**  
- J'ai refusé d'utiliser la méthode qui consistait à procurer des enfants à des pédophiles pour les faire chanter. J'ai aussi refusé en 1974 de monter un coup pour déstabiliser le gouvernement travailliste de Wilson. Puis pour avoir donné un document à un journaliste, j'ai été exclu de l'armée. Mais ce n'était pas fini. On m'a accusé d'un crime et j'ai été condamné à 10 ans de prison dont j'ai fait 7 ans ! En 1980, le gouvernement Thatcher a admis son erreur. J'avais été condamné à tort. Ce mois-ci, je passe en appel pour ma réhabilitation.

**Colin Wallace, quelle est votre plus belle campagne d'intoxication ?**

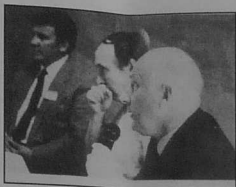
- Il faut savoir que l'argent de l'IRA vient principalement des Etats-Unis. Donc, il fallait accrédi- térer l'idée que les républicains étaient commu- nistes pour effrayer les catholiques irlandais et américains. J'ai pris une photo d'un sous-marin russe vu par l'OTAN lors des manœuvres en Océan Arctique et j'ai dit aux journalistes : "voici la preuve que les Russes débarquent des armes dans la Baie de Barry". Et bien ils l'ont publiée en première page du New York Times !

**Propos recueillis mars 2002 au point presse du Festival de Douarnenez et publiés par "Solidarité Irlandaise"**

### Fred Holyroyd à Combat Breton : "Les services français en font de même"

Lors d'un entretien avec "Combat Breton", M. Holyroyd, du MI6, nous déclare par ailleurs que :

Le premier travail des services spéciaux dans le cadre de la guerre psychologique (un aspect primordial fondamental de certains conflits types guerilla) vise à contrôler la presse, directement ou par le biais de leurs. Le plus courant de ces "atrapes-nippauds" consiste à diffuser de fausses nouvelles, visant à discréditer l'ennemi, dans des journaux locaux et des petites revues bien contrô-



lés, puis de ficeler un dossier avec l'ensemble des coupures de presse et de le faire parvenir aux grandes agences de presse. Ce système fonctionne à merveille, selon M. Holyroyd. Un autre des moyens les plus sûrs consiste à utiliser des personnalités "respectables" pour faire circuler de fausses informations.  
- Que bien sûr ces méthodes utilisées par un (ou des) petit groupe d'individus disposant de moyens financiers énormes ne de manipuler les masses, sont anti-démocratiques... qui en fait il n'y a rien de plus proche du fascisme puis qu'aucun contrôle populaire ou parlementaire n'y est appliqué... jusqu'au gouvernement qui ignorent, selon Holyroyd, l'essentiel de ces pratiques.

Que les services spéciaux britanniques font une grosse erreur en s'enfermant dans cette pratique constante de manipulation de l'opinion publique. En effet, toujours selon lui, ce schéma n'est efficace que lors de conflits rapidement réglés. Plus un conflit dure, plus il y a de chances pour que le public s'aperçoive des manipulations. Il se produit alors un effet "boomerang" qui dessert les instigateurs et profite aux victimes. C'est peut-être actuellement le cas en Grande-Bretagne.

- Que son ex-employeur, le MI6, travaille sur le continent en étroite liaison avec notamment les services français. L'échange d'informations concernant les républicains irlandais est permanente avec ceux-ci. (Pour les autres informations, l'espionnage autrement dit, l'antenne parisienne du MI6, se débrouille par elle-même et double allègrement ses correspondants et néanmoins frères ennemis français). Les nationalistes irlandais sont donc suivis à la trace et si possible localisés sur le territoire français à toutes fins utiles (gapeons qu'il en va de même des nationalistes bretons à l'étranger. NDLR). Le MI6 tient à garder les mains propres, et lorsque c'est nécessaire, ce sont souvent d'officiellement ex-membres des S.A.S. qui opèrent de façon radicale. Ceux-ci bien qu'employés par des firmes civiles continuent curieusement à cumuler aussi des points pour leur VRAIE retraite de S.A.S.

- Que bien sûr les services français utilisent les mêmes méthodes... s'il ne peut en mettre la preuve sur la table, il en a la certitude et nous autorise à l'affirmer de sa part. Les services secrets s'espionnent mutuellement et reprennent à leur compte les méthodes qui ont

fait leurs preuves ailleurs.  
- Que si jamais en France, un agent des services spéciaux venait à dénoncer des pratiques par trop contraires à la morale, nous pouvons être certains que ce sera un collègue (NDLR : cette prophétie n'engage que lui).  
- Bien entendu les déclarations de M. Holyroyd ne nous surprendront pas, il y a longtemps que le mouvement nationaliste breton est confronté aux réalités que mettent en évidence ses propos. Souhaitons cependant que la réalité paraîtra plus vraie aux yeux du public après lecture des différents articles suscités par ses "révélations".  
- Ce n'est pas en Irlande, mais à Lorient en Bretagne que des policiers se font conoies en pleine "action" illégale dans un local appartenant à des militants bretons.

C'est toujours en Bretagne que le procureur de la République, suite à cette affaire prétend à la presse ne pas avoir reçu de plainte alors qu'il existe une preuve formelle du contraire (accusé de réception). Le même procureur prend les devants pour défendre la police et affirme à la presse qu'il s'agit d'une affaire de drogue.  
- C'est encore en Bretagne que la correspondante locale de l'Agence Française de Presse, interloquée par les manœuvres du procureur, rédige tout de même une dépêche... C'est à Paris que cette dépêche est bloquée par on ne sait qui, mais on sait où... au sein de l'A.F.P. ! Etonnant pour un organisme qui vit de la vente de dépêches.

Donc, s'il existe de fausses informations qui circulent vite et bien, il en existe de vraies qui ne sont pas autorisées à circuler du tout... Si être informé c'est être libre de pouvoir effectuer des manipulations, le citoyen français n'est pas mieux loti que le britannique au sein de dictatures molles et insoucieuses, plus dures à combattre que celles qui s'affichent.  
- Les opinions publiques sont manipulées, infantilisées par la main droite des gouvernements pendant que la main gauche parle de démocratie. C'est la règle dans les pays occidentaux (le problème se pose autrement ailleurs). Aussi, et avec toutes les réserves qu'impose son passé quant à sa totale sincérité actuelle, il faut saluer le courage de M. Holyroyd, en espérant que d'autres comme lui viendront dénoncer publiquement la perversité de ces instruments de contrôle des populations que sont les différents services secrets.

\* MI6 : Service d'espionnage extérieur du Royaume-Uni. Sa compétence ne s'étend pas aux six comités d'Irlande du Nord sous domination britannique, territoire réservé au MI5 qui est le service de contre-espionnage britannique.  
\* S.A.S. : Special Airborne Service de sinistre réputation depuis la dernière guerre mondiale, dans les anciennes colonies britanniques. Ces régiments d'élite et elitistes ont participé à la répression contre la plupart des Mouvements de libération des peuples sous domination britannique. Ils sont actuellement employés aux plus basses besognes contre le mouvement républicain. Ils se salissent et ils perdent la face en France du Nord comme ils l'ont fait ailleurs en dépit de la haute estime qu'ils ont d'eux-mêmes et de la marque qu'ils affichent.

## YOUC'HAL

Savet ez eus bet e Brest ur gevredigezh nevez-flamm evit ar re yaouank e Breizh. **Youc'hal** hec'h anv.

Awenet omp bet gant ar skwer roet gant poblou all en Europa ; fellout a ra dimp adnevesaat ha buhezekaat menozioù an Emsav dre lakaat ar re yaouank da gemer perzh e dazont o bro.

E-keñver an emsav hengounel e-giz m'emañ e kavomp ez eo re strizh an tachennoù a vez pleustret warne gantañ ha re gloz ez eo dre vras.

Mankout a ra dimp-ni er c'hontrol ledanaat ha brasaat tachennoù levezon an emsav ; ouzhpenn stourm evit adunvaniezh Breizh ar pemp departamant, gwirioù hor yezh hag hor sevnadur, hon eus c'hoant da stourm evit an holl vretaned/ezed dre Breizh a-bezh : ar maouezed, an envidioù/ envroadezed, an dud dilabour hag all.

C'hoant hon eus da sevel Breizh Nevez diazezet mat war binvidigezhioù an hengoun, ar sevnadur hag ar yezh.

Digor eo ar gevredigezh da gemer hini hag a zo dedennet ganti - brezhonegerien/ezed anezhe pe get. Klasket e vo ganimp mont etrezek an dud en diavaez eus an Emsav war- ledanaat ar stourm evit ar frankiz broadel e Breizh, hep dimp anjounach'haat frankiz pep hini avat.

**Gouel 'zo mat, stourm 'zo gwell ! Youc'hal. Baxter. 29870 Koz Meal. - 98.84.59.09.**

## PEMP KINNIG DIAZEG EVIT DAZONT POBL BREIZH

- Pobl Breizh anavezet ez ofisiel war he douar istorel (Bro Naoned emañ).
- Breujoù Breizh dilennet dre gevatalded, galoudoù gwirion gante war bep tachen hag o vezañ en anv Pobl Breizh er Frammoù etrevroadel.
- Ar Brezhoneg ofisiel e pep degouez ar vuzhez foran hag e pep live en deskadurezh ; adalek ar skolioù mamm betek ar skolioù meur.
- Ur steuñv diorrodder ekonomikel diazeret war ampartiz hon tud hag hon pinvidigezhioù naturel, skoret war Frammoù-lec'h, o tujañ an dud hag an endro.
- Gwir d'an holl da vevañ mat e Breizh, gant pe hep labour.

*Pa vo bet tizhet ar pemp pal-se e vo bet graet ar rakadenn- noud spianñ e frammoù hon stourm evit an dieubidigezh vroadel.*

## CONCOURS DE NOUVELLES de l'Université Populaire Bretonne.

Dans le cadre de l'inauguration de la Médiathèque de Lorient, l'U.P.B. (Université Populaire Bretonne), en collaboration avec la Ville de Lorient, la Médiathèque, l'Association des Ecrivains Bretons, l'Institut Culturel de Bretagne, la Coopérative Breizh et des cinq départements bretons ou originaires, sans limite d'âge.

Le thème de la nouvelle, qui devra seulement avoir un rapport avec la Bretagne, est laissé à l'appréciation de chaque candidat.

- aux meilleures nouvelles rédigées en breton (dans votre écriture habituelle),  
- aux meilleures nouvelles rédigées en français.

Pour chacune des deux catégories, la liste des prix est la suivante : 1er prix : 5 000 F, 2è prix : 3 000 F, 3è prix : 2 000 F, 4è prix : 1 000 F, 5è au 10è prix : 1 cadeau (dont au moins 1 livre)  
Chaque nouvelle ne devra pas excéder 300 lignes dactylographiées. Elle devra être inédite et n'avoir jamais été primée dans un autre concours.  
Avant tout envoi : demander le règlement précis à : l'Université Populaire Bretonne (U.P.B.), 21 quai des Indes. BP 136. 56101 Lorient Cédex ; ou à M<sup>me</sup> André Le Ruyet, 21 rue Dr Villers, 56100 Lorient.

## Signalisation bretonne à Lorient

Dans le cadre de la politique municipale de promotion de la langue et de la culture bretonnes, la Ville de Lorient a décidé d'inciter les surfaces commerciales à utiliser, dans leur signalisation, la langue bretonne.

La première réalisation en ce domaine est actuellement en cours à la librairie Plein Ciel - La Bouquinerie de Lorient ; la mise en place d'une signalisation trilingue (français, breton, anglais) a, en effet, été décidée par son directeur, M. Le Meur. Pour le Festival Interculturel, la signalisation extérieure a été réalisée en attendant la signalisation intérieure en septembre prochain, ce qui constituera une première dans le monde des grandes librairies Bretonnes.

Cette traduction est d'autant plus exemplaire qu'au même moment, la nouvelle direction du Rallye Lanester est en train de revenir sur le travail réalisé par Engleff Bro an Oriant et l'Institut Culturel, qui avait vu la mise en place de plus de 300 enseignes bilingues, initiative saluée à l'époque par de nombreux médias. De multiples interventions au niveau des collectivités et des associations sont actuellement en cours pour faire annuler cette décision particulièrement malvenue.

J. Y. LE TOUZE  
Conseiller du Maire chargé de la Langue et de la Culture Bretonne.

## UNE ALTERNATIVE POUR L'AVENIR DU PEUPLE BRETON

- La reconnaissance officielle de l'existence du peuple breton dans son intégrité géographique et historique (Loire-Atlantique incluse).
- L'élection à la proportionnelle intégrale d'une assemblée bretonne, dotée de pouvoirs réels à tous les niveaux et représentant le peuple breton dans les instances européennes et internationales.
- L'officialisation de la langue bretonne, dans tous les actes de la vie publique, et à tous les niveaux de l'enseignement - de la maternelle à l'université.
- La mise en place d'un plan de développement économique fondé sur nos ressources humaines et nos richesses naturelles, basé en priorité sur des structures locales respectueuses des hommes et de l'environnement.
- La garantie pour tous de vivre décemment en Bretagne, avec ou sans emploi.

*Ces cinq points acquis constitueront des avancées significatives dans le cadre de notre lutte de libération nationale.*

Kamarade Jean Le Lagadec.

... car je voudrais par l'inter-... votre journal, de notre journal... je ne puis pas, ça ne fait mal, trop mal !... Lettre Ouverte à Jean Le Lagadec. Kamarade Jean s'indigne que des Bretons puissent déclarer qu'ils ne sont pas français. Il devrait demander à un basque s'il est français ou espagnol. Nos racines communes plongeant dans la presqu'île armoricaine nous conduisent à des rêves semblables. Nous avons des traditions et sensibili-

tés communes... Oui, lesquelles ? Depuis quand la Bretagne est-elle rattachée à la "France" ? La Bretagne est rattachée à la France depuis 1532 et ce après trois batailles importantes. La première : la bataille de Ballon entre Charles Le Chauvé, roi des Francs et Nevenoe (Tad ar Vro) roi et père de la patrie bretonne, en 845. La deuxième est celle de Jangland entre le même roi des Francs, Charles le Chauvé et Erispoe, fils de Nevenoe décédé à Vendôme (assassiné par les Francs ?), une stèle fût inaugurée en souvenir de cette bataille sur les lieux-mêmes où elle a eu lieu. Enfin la troisième : celle de Saint-Aubin du Cormier où les Francs furent vainqueurs (...). Si les Bretons étaient français pour-quoi y a-t-il eu la révolte du papier timbré et des bonnets rouges ainsi que la

chouannerie ? Et les Bretons morts dans un camp à Comil en 1870 pour le service de la France contre les Prussiens ? Mais, mais tout ça c'est du passé. De la Bretagne qu'en reste-t-il aujourd'hui kamarade Jean ? Il en reste aujourd'hui des Jacobins avec un pouvoir centralisé à Paris qui pillent la Bretagne (...). Qui pille notre patrimoine en emprisonnant à Carnac les menhirs d'Obélix derrière des fils barbelés et du grillage pour les montrer depuis un (et bientôt des) belvédères mais payant.

G. BEHR

S.A.B. : UR PIN'S HAG UR PEGSUN EVIT UR SKINWEL BREZHONEK.

B'emañ Stourm ar Brezhoneg (SAB) o paouez krouin ur pin's hag ur pegsun evit ur skinwel brezhonek. Henvel eo tresadenenn an eil hag egile. Lizherennoù archañt war ruz ha du. Pegsun - 10 lur. Pin's : 20 lur. Dre ar post : 10 pegsun + 10 pin's - 250 lur hepken (Skrivañ da : BP15, 29480 Ar Releg).



"KAN 3", le KAN AR BOBL 92 en cassette.

Radio Kreiz Breizh vient de réaliser une cassette, Kan 3, comprenant les chansons et les airs sélectionnés lors du Kan ar Bobl 1992 à Duault. Cette cassette permet de découvrir les jeunes talents de la chanson bretonne tels que Rose Troadeg "Un ehez e-kreiz ar mor", les jeunes pousses du kan-ha-diskann : Gwendal Berthou, Brendan Le Corre, Gildas Le Bris, Nicolas Courtois et les futurs sonneurs de festou-ruz : Hervé et Loïc Dubouay, Guillaume Trodec et Arnaud Laurans. Figurent également sur cette cassette les valeurs sûres de la scène traditionnelle : Eric Marchand, Maodez Kerjean, Alain Leclere, Jean-Claude Tallec, Emile Riou, Marcel Ollivier, Jean-Claude Le Lay, Jean-François Thomas, Dominig Jouva, Auguste Kemener, Jean Bernard, Roger Bizouan. Les gwerziou et les soniou ne sont pas oubliées avec les interprétations de Youenn Morvan, Yves Raoul et Nicole Peron, Grand Prix du Kan ar Bobl à la finale de Lorient. L'accordéon d'Eliane Lancot complète la liste des instruments actuellement utilisés dans les festou-ruz du Centre-Bretagne : binioù, bombarde et clarinette. Cette cassette s'ouvre aussi au monde scolaire avec "Koad Keryann" interprété par l'école bilingue de Rostrenen et au chant nouveau avec Son ar Skol-Veur (la chanson de l'Université en Centre-Bretagne) composée et interprétée par Maodez Kerjean. Cette cassette Kan 3 vient s'ajouter à la série Kan réalisée lors des Kan ar Bobl de Duault en 1987 et 1988. Kan 3 d'une durée de 60 minutes : 75 francs port compris. A commander à Radio Kreiz Breizh Sant Nigouden, 22160 Kallag, 96.45.75.75.

ADKOMANANT - KOMANANT • Réabonnement - Abonnement

150 L ar bloaz (evit Breizh hag ar broioù sujet d'ar stad c'hall) 170 L e lec'h all - Skoazell : 200 L da vihanañ

Anv/Nom ..... Raganv/Prénom ..... Chomlec'h/Adresse .....

Da gas da/A envoyer à : EMGANN. BP 71 - 22202 GWENGAMP CEDEX

KENAVO YANN !

Yann Calvez, créateur de Combat Breton nous a quittés

Texte de l'hommage rendu à Karaez, par Yann Puillandre

Une équipe de valeur s'est mise en place autour de Yann qui finance en plus un journaliste permanent. Tout le monde le reconnaît aujourd'hui, c'est le meilleur journal qu'ait connu le mouvement breton depuis la guerre. Il était de toutes les luttes et de tous les soutiens, y compris du FLB et était le seul journal à diffuser intégralement ses communiqués. Mais Yann en faisait trop aux yeux de l'Etat français. SAV et COMBAT BRETON dérangeaient et devenaient dangereux tant pour l'Etat que pour l'image des mouvements plus anciens tels que l'UDS ou encore d'une vieille droite bretonne repliée sur des modèles sociaux dépassés.

Logiquement, Yann perdit son emploi de salarié. Il s'y attendait et avait commencé à monter une affaire à son compte. Plus ce fut le retour en Bretagne. Tout démarra bien et le journal était le plus lu de l'EMSAV. Mais les requins du capitalisme, des multinationales et les gouvernements avaient décidé de briser ce soutien trop efficace aux revendications nationales bretonnes. Son entreprise d'exportation périclita. Yann mis ses derniers sous à soutenir le journal. Il voulait tenir d'autant plus que des dizaines de militants bretons étaient en prison et que seul "COMBAT BRETON" rompait le silence des cellules de Fresne ou de la Santé.



Yann Calvez au travail sur un numéro de Combat Breton

N'écoutez pas ceux qui disent que Yann était un homme de gauche et cela avait un autre sens qu'aujourd'hui. L'image trop modérée du journal ne lui convenait plus et ne collait pas au formidable bouillonnement de luttes et de revendications qui se développaient en Bretagne. Yann mijote le projet d'un autre journal, il en a trouvé le nom : ce sera COMBAT BRETON. En août 1974, sur son lit d'hôpital de Pont l'Abbé, il m'en soumet l'idée et réalise une première maquette. Le journal sort dès l'automne.

Ne croyez pas que Yann était un homme de gauche et cela avait un autre sens qu'aujourd'hui. L'image trop modérée du journal ne lui convenait plus et ne collait pas au formidable bouillonnement de luttes et de revendications qui se développaient en Bretagne. Yann mijote le projet d'un autre journal, il en a trouvé le nom : ce sera COMBAT BRETON. En août 1974, sur son lit d'hôpital de Pont l'Abbé, il m'en soumet l'idée et réalise une première maquette. Le journal sort dès l'automne.

Yann a été un des artisans de ces acquis, en étant un des pivots de l'information aux moments clés de la mutation des mentalités en Bretagne, des actions spectaculaires du F.L.B. et du renouveau culturel et musical. Merci au nom du peuple breton et de tous les militants pour ton dévouement sans faille à la cause nationale bretonne. Merci aussi à Lizette, toujours discrète et efficace, abritant un travail extraordinaire à tes côtés. Un grand patriote breton nous quitte. Le combat continue et "Combat breton" aussi, puisque Yann a cédé son titre à une nouvelle équipe, son responsable est là aujourd'hui. Nous avons eu ensemble l'immense bonheur de partager la même idéal et de lutter sans relâche et sur tous les fronts pour que les Bretons retrouvent leur dignité et soient maîtres de leur destin dans la Bretagne indépendante de demain. Nous sommes ici, toujours volontaires pour mener à terme ce long combat. Kenavo Yann ha bevez Breizh.

Yann PULLANDRE

# REFERENDUM

DU 20 SEPTEMBRE 1992

## Emgann

appelle ses adhérents et  
sympathisants à rayer les  
bulletins de vote et à y inscrire :

**NON**

**A MAASTRICHT**

**OUI**

**A L'EUROPE DES PEUPLES**